

Les Burkinabè veulent tourner la page de l'insurrection populaire d'octobre 2014

Dépêche No. 208, Afrobaromètre | Augustin Loada et Agnès Kaboré

Résumé

Le 30 octobre 2014 des milliers de Burkinabè se mobilisent pour protester contre le projet de modification de la Constitution que s'apprêtait à voter l'Assemblée Nationale. Ce projet visait principalement à déverrouiller l'Article 37 de la Constitution qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels et rendait le Président Blaise Compaoré inéligible à l'élection présidentielle de 2015. Les manifestations protestataires tournent à l'insurrection populaire. Le Parlement est incendié, des biens publics mais aussi privés, notamment ceux des dignitaires du régime, sont saccagés. La répression des manifestants fait officiellement 24 morts et des centaines de blessés. Le régime s'effondre et le président est contraint à l'exil le 31 octobre 2014.

Presque quatre ans plus tard, la quête de justice et de réconciliation nationale continue de dominer l'agenda politique au Burkina Faso. En effet, tandis que certains réclament la fin de l'impunité des crimes commis à l'occasion de l'insurrection, d'autres prônent la réconciliation. Dans ce contexte, l'ouverture le 27 avril 2017 devant la Haute Cour de Justice du procès des membres du dernier gouvernement du Président Compaoré accusés de complicité de coups et blessures dans le cadre de la répression des manifestations qui ont précédé l'insurrection d'octobre 2014 a donné de l'espoir aux Burkinabè en quête de justice. Au même moment, une partie des Burkinabè a commencé à plaider activement en faveur de la réconciliation nationale. Mais jusqu'ici, ce plaidoyer semble n'avoir pas encore rencontré d'écho favorable du côté du gouvernement en place.

Comment les populations perçoivent-elles ces questions? Selon la plus récente enquête d'Afrobaromètre, les Burkinabè semblent partagés entre manifestation de la vérité et oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection. La majorité d'entre eux sont favorable à l'amnistie pour les personnes suspectées de crime et de violation des droits de l'homme, et considèrent que la meilleure option pour une paix durable et la réconciliation nationale est la confession et le pardon. Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, la moitié des Burkinabè, surtout les femmes et les ruraux, pensent que ce serait une bonne chose que Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné.

Ces résultats montrent un changement dans la vision des citoyens vers une volonté de tourner la page tumultueuse de l'insurrection.

Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2015, et les enquêtes de la Série 7 sont actuellement en cours (2016/2018). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Burkina Faso, dirigé par l'Institut pour la Gouvernance et le Développement, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en septembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, et 2015.

Résultats clés

- Les Burkinabè sont partagés entre manifestation de la vérité (48%) et oubli (49%) sur ce qui s'est passé durant l'insurrection d'octobre 2014 pour permettre au pays de progresser.
- La majorité (52%) des Burkinabè sont désormais favorables à l'amnistie pour les personnes suspectées de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection, 44% étant favorables à ce qu'ils soient tenus responsables et poursuivis pour ce qu'ils ont fait.
- La meilleure option prônée pour une paix durable et la réconciliation nationale est désormais la confession et le pardon (36%) devant la recherche de la vérité (20%), l'amnistie générale (17%), et enfin les poursuites judiciaires à l'encontre des suspects et la condamnation des coupables (14%).
- Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, la moitié (50%) des Burkinabè, surtout les femmes (53%) et les ruraux (53%), pensent que ce serait une bonne chose que Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné, les citoyens eux, étant moins favorables (41%).
- De 2015 à 2017, la proportion des citoyens burkinabè favorables à l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014 s'est accrue, passant de 37% à 49%. La proportion de ceux qui sont favorables à l'amnistie pour les personnes suspectées de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection est passée, quant à elle, de 31% en 2015 à 52% en 2017.

Les Burkinabè partagés entre manifestation de la vérité et l'oubli

L'enquête Afrobaromètre menée en 2015 révélait que six Burkinabè sur 10 (62%) étaient favorables à la manifestation de la vérité, contre moins de quatre sur 10 (37%) favorables à l'oubli. Deux ans plus tard, les Burkinabè sont partagés entre manifestation de la vérité (48%) et oubli (49%) sur ce qui s'est passé durant l'insurrection d'octobre 2014 pour permettre au pays de progresser. Entre 2015 et 2017, le nombre des partisans de l'oubli s'est accru de 12 points de pourcentage (Figure 1).

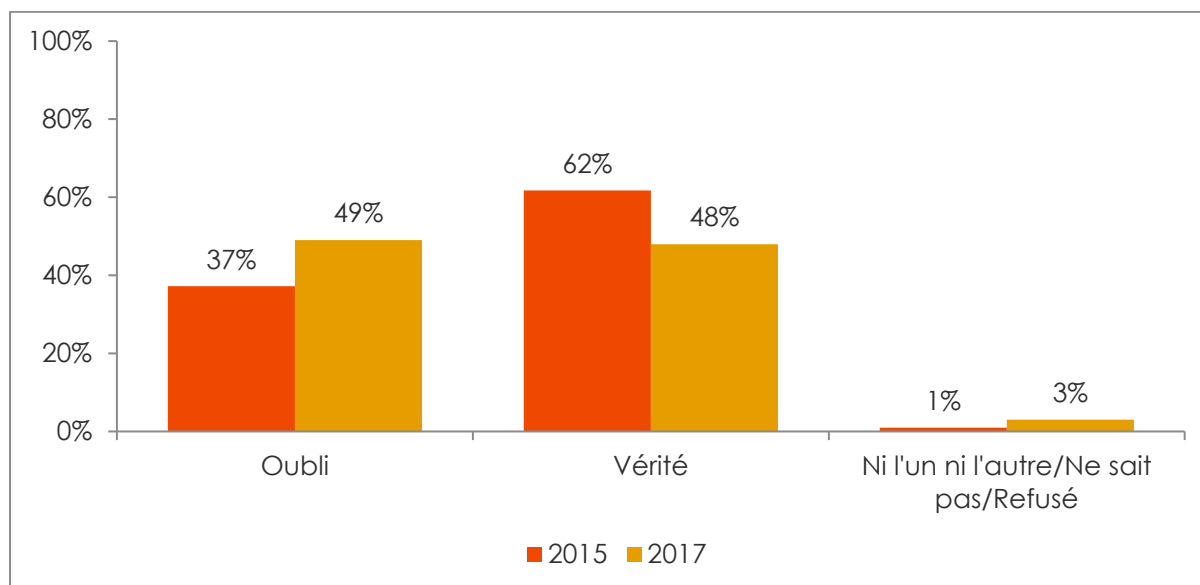
Les hommes restent majoritairement (53%) favorables à la manifestation de la vérité, contre 44% d'entre eux qui sont favorables à l'oubli, alors que les deux-tiers d'entre eux (67%) étaient favorables à la manifestation de la vérité en 2015. Les femmes, elles, sont majoritairement (54%) favorables à l'oubli, plutôt qu'à la manifestation de la vérité (43%), alors qu'en 2015, elles étaient majoritairement (56%) favorables à la manifestation de la vérité (Figure 2).

En milieu urbain comme rural, les opinions sont partagées entre l'oubli et la manifestation de la vérité, alors que plus de six sur 10 étaient favorables en 2015 à la manifestation de la vérité (Figure 3).

Les répondants les moins instruits sont davantage favorables à l'oubli que ne le sont les instruits. En effet, plus de la moitié de ceux qui sont sans éducation formelle (52%) et de ceux qui n'ont que le niveau primaire (53%) prônent l'oubli contre environ trois répondants sur 10 (29%) ayant un niveau d'instruction post-secondaire à partager cette opinion. Au contraire, plus on est instruit, plus on est favorable à la manifestation de la vérité (Figure 4).

Les répondants qui se sentent proches d'un parti de l'opposition politique sont plus favorables à la manifestation de la vérité (53%) que ceux qui se sentent proches d'un parti de la majorité (47%). Ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti politique sont plutôt partagés: 49% sont pour l'oubli et 48% pour la manifestation de la vérité (Figure 5).

Figure 1: La manifestation de la vérité vs. l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection | Burkina Faso | 2015-2017



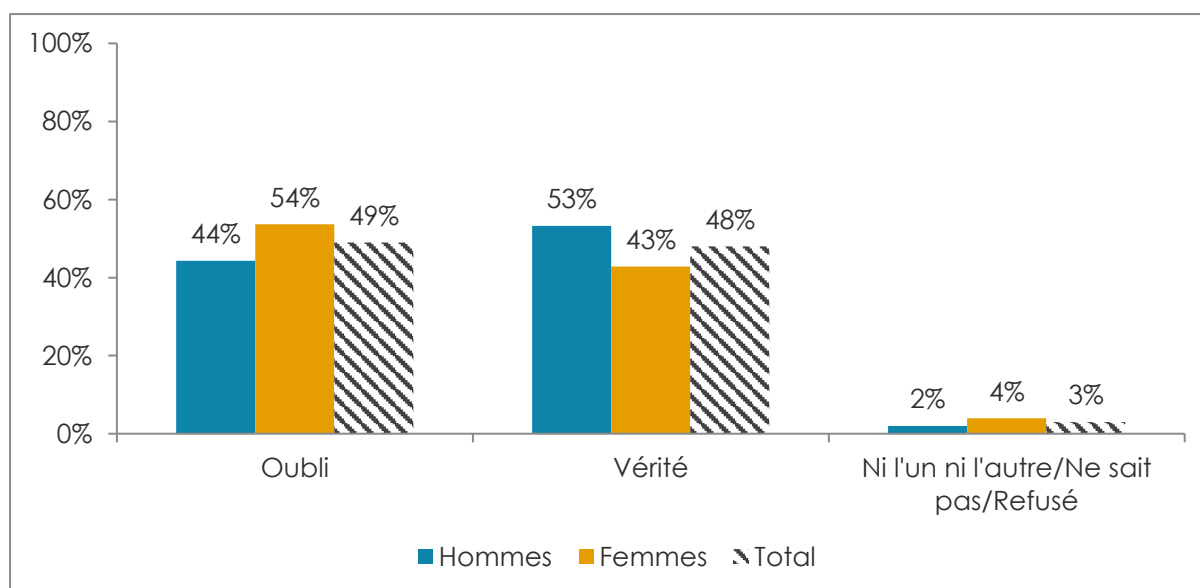
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La manifestation de la vérité sur ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014 est nécessaire pour permettre au Burkina d'aller de l'avant.

Affirmation 2: Pour permettre à notre pays de progresser, il serait mieux d'oublier ce qui s'est passé durant l'insurrection de fin octobre 2014.

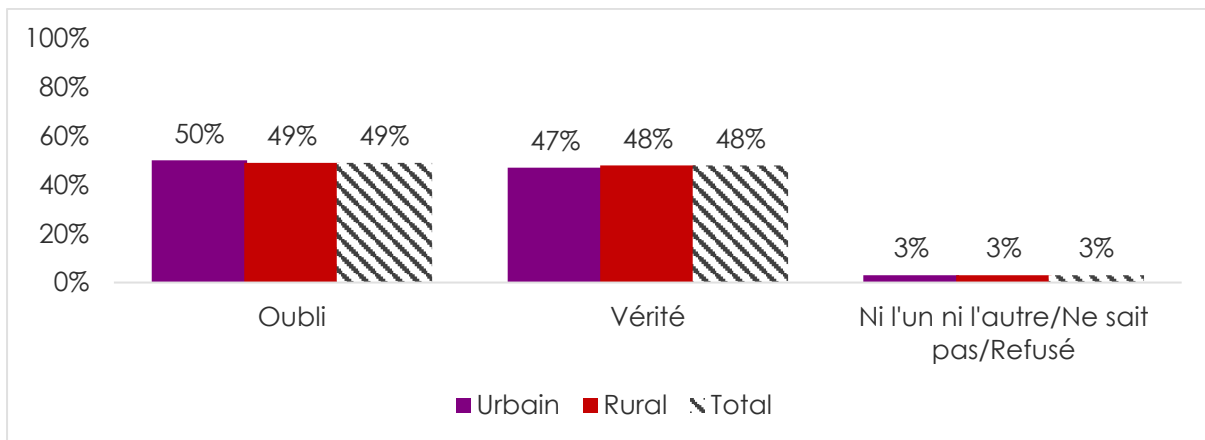
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 2: La vérité vs. l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection | par sexe | Burkina Faso | 2017



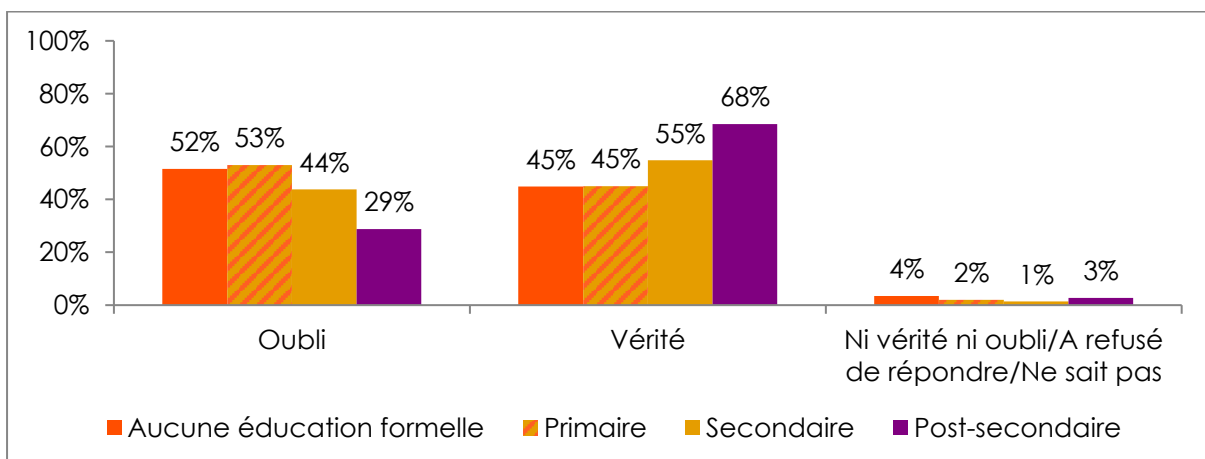
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 3: La vérité vs. l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection | par milieu de résidence | Burkina Faso | 2017



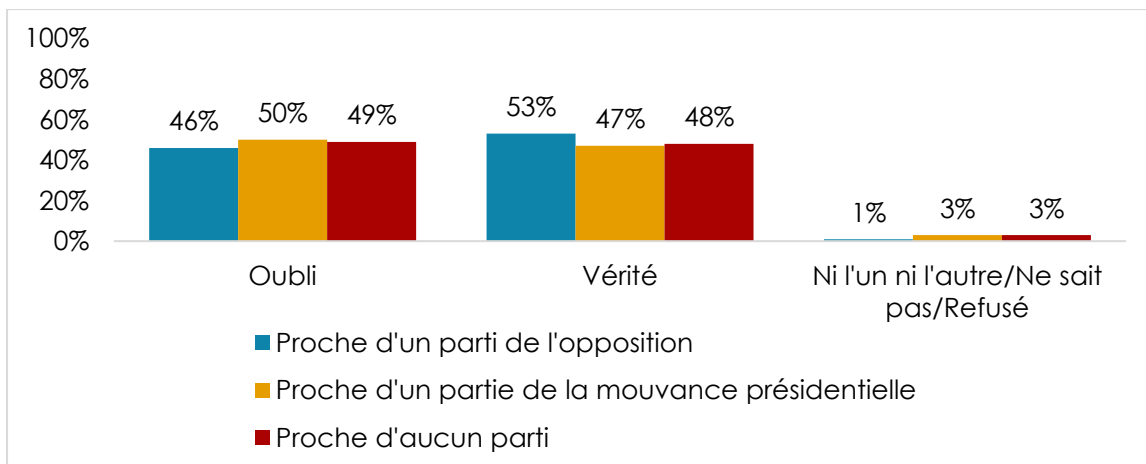
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 4: La vérité vs. l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection | par niveau d'instruction | Burkina Faso | 2017



(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 5: La vérité vs. l'oubli sur ce qui s'est passé durant l'insurrection | par obédience politique | Burkina Faso | 2017



(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Amnistie ou poursuites judiciaires?

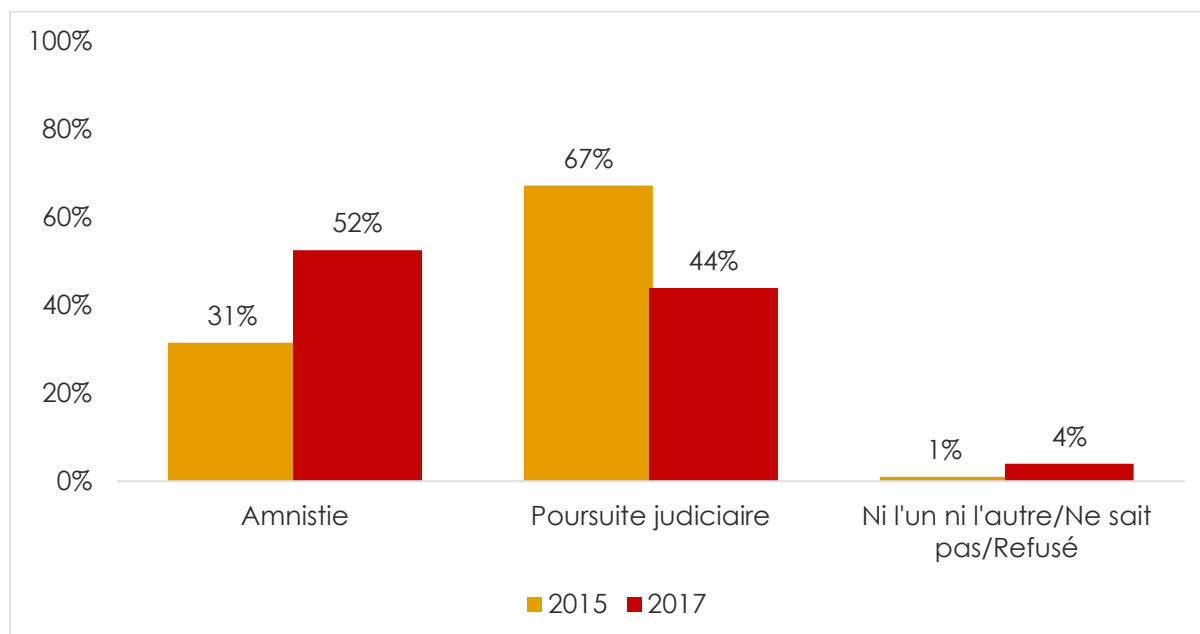
La récente enquête d'Afrobaromètre révèle que la majorité des Burkinabè (52%) sont favorables à l'amnistie pour les personnes suspectées de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection, contre un peu plus de quatre sur 10 (44%) qui sont favorables à ce que les suspectés soient tenus responsables et poursuivis (Figure 6). Or, selon l'enquête de 2015, presque sept Burkinabè sur 10 (67%) étaient favorables aux poursuites judiciaires. Le nombre des partisans de l'amnistie s'est donc accru de manière significative, de 21 points de pourcentage.

Plus de la moitié des Burkinabè résidant en milieu rural (55%) sont favorables à l'amnistie alors qu'ils étaient moins d'un tiers (31%) en 2015 à prôner l'amnistie. En milieu urbain, les partisans des poursuites judiciaires demeurent majoritaires, mais leur proportion a fortement décliné, passant des deux-tiers environ (65%) à juste la moitié des répondants (50%). Corrélativement, le nombre de citoyens partisans de l'amnistie s'est fortement accru, passant de 25% à 45% (Figure 7).

De même, si les hommes restent majoritairement favorables aux poursuites, leur proportion a baissé de manière très significative, passant de plus de sept hommes sur 10 (72%) en 2015 à environ un homme sur deux (52%) en 2017. Quant aux partisans de l'amnistie, ils sont passés de 26% à 45%. Les femmes, elles, sont plus nombreuses à opter pour l'amnistie – six femmes sur 10, alors qu'elles étaient 36% en 2015.

Les répondants sans éducation formelle (58%) et ceux qui n'ont que le niveau primaire (52%) sont majoritairement favorables à l'amnistie. Mais, plus on est instruit, plus on a tendance à préférer les poursuites judiciaires: environ quatre répondants sur 10 pour les répondants sans éducation formelle (38%) ou disposant d'un niveau primaire (45%), plus de la moitié des répondants de niveau secondaire (55%) et post-secondaire (68%) (Figure 8).

Figure 6: Amnistie vs. poursuites judiciaires | Burkina Faso | 2015-2017



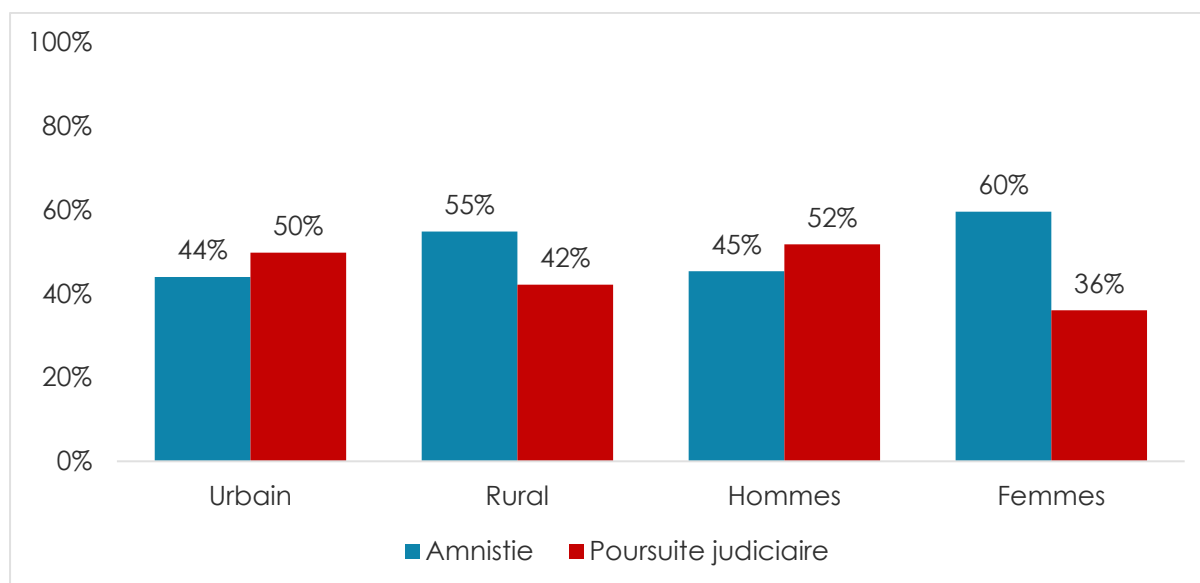
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être amnistiés.

Affirmation 2: Ceux qui sont suspectés de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection populaire d'octobre 2014 devraient être tenus responsables et poursuivis pour ce qu'ils ont fait.

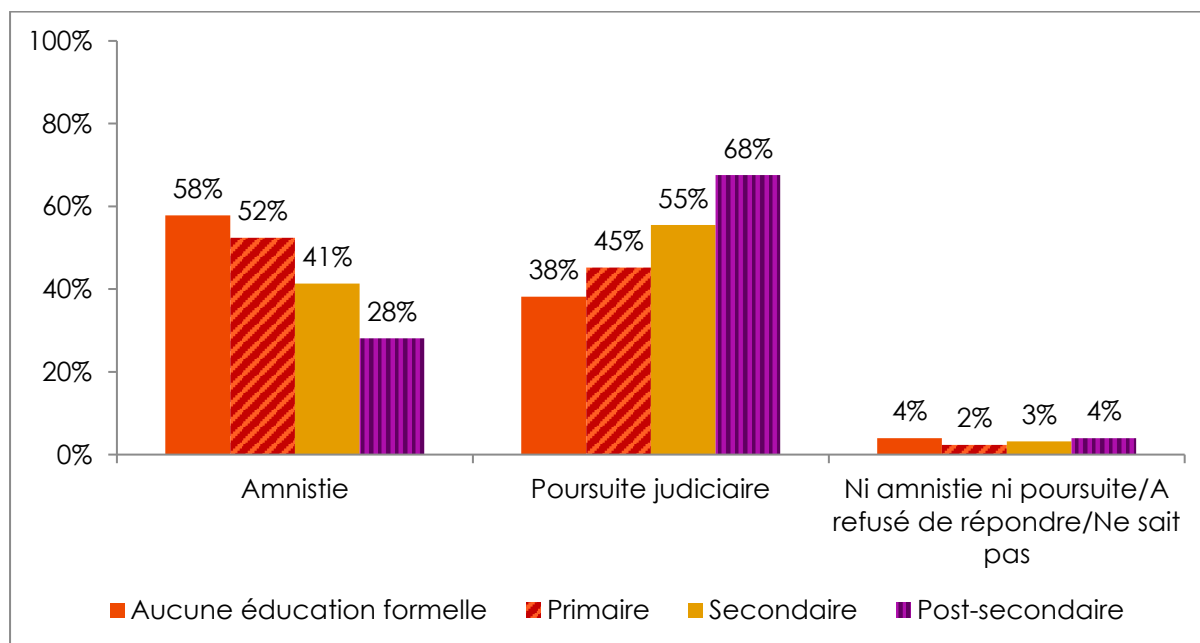
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 7: Amnistie vs. poursuites judiciaires | par milieu de résidence et sexe
 | Burkina Faso | 2015-2017



(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

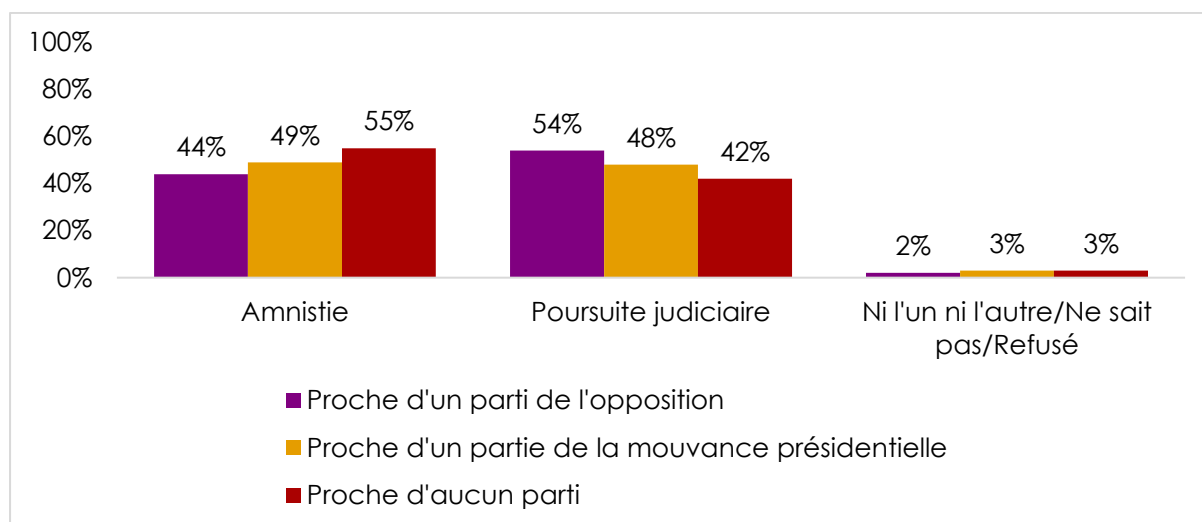
Figure 8: Amnistie vs. poursuites judiciaires | par niveau d'instruction | Burkina Faso
 | 2017



(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Quant aux répondants qui se sentent proches d'un parti de l'opposition, ils sont majoritairement favorables aux poursuites judiciaires (54%). Ceux qui se sentent proches d'un parti de la majorité sont un peu moins de la moitié (48%) à préférer cette option. Les répondants qui ne se sentent proches d'aucun parti politiques sont, eux, majoritairement (55%) favorables à l'amnistie. Presque la moitié (49%) des répondants proches d'un parti de la majorité sont aussi favorables à l'amnistie. Quant aux répondants proches d'un parti de l'opposition, ils sont relativement les moins favorables (44%) à opter pour l'amnistie (Figure 9).

Figure 9: Amnistie vs. poursuites judiciaires | par obédience politique | Burkina Faso | 2017

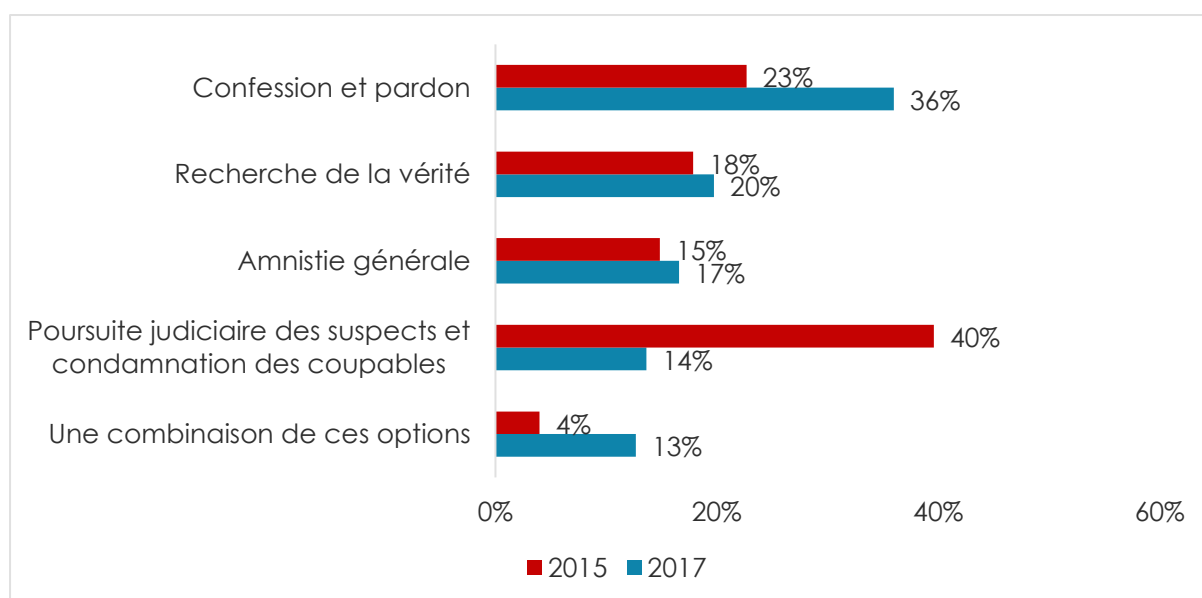


(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La confession et le pardon, meilleure option pour une paix durable et la réconciliation nationale

Selon la dernière enquête Afrobaromètre, la meilleure option prônée pour une paix durable et la réconciliation nationale est la confession et le pardon (36%) devant la recherche de la vérité (20%), l'amnistie générale (17%), les poursuites judiciaires à l'encontre des suspects et la condamnation des coupables (14%), et enfin une combinaison des trois options précitées (13%). En 2015, les poursuites judiciaires constituaient la première option (40%), quel que soit le milieu de résidence ou le sexe du répondant, loin devant la confession et le pardon (23%), la recherche de la vérité (18%) et l'amnistie générale (15%) (Figure 10).

Figure 10: La meilleure option prônée pour une paix durable et la réconciliation nationale | Burkina Faso | 2015-2017



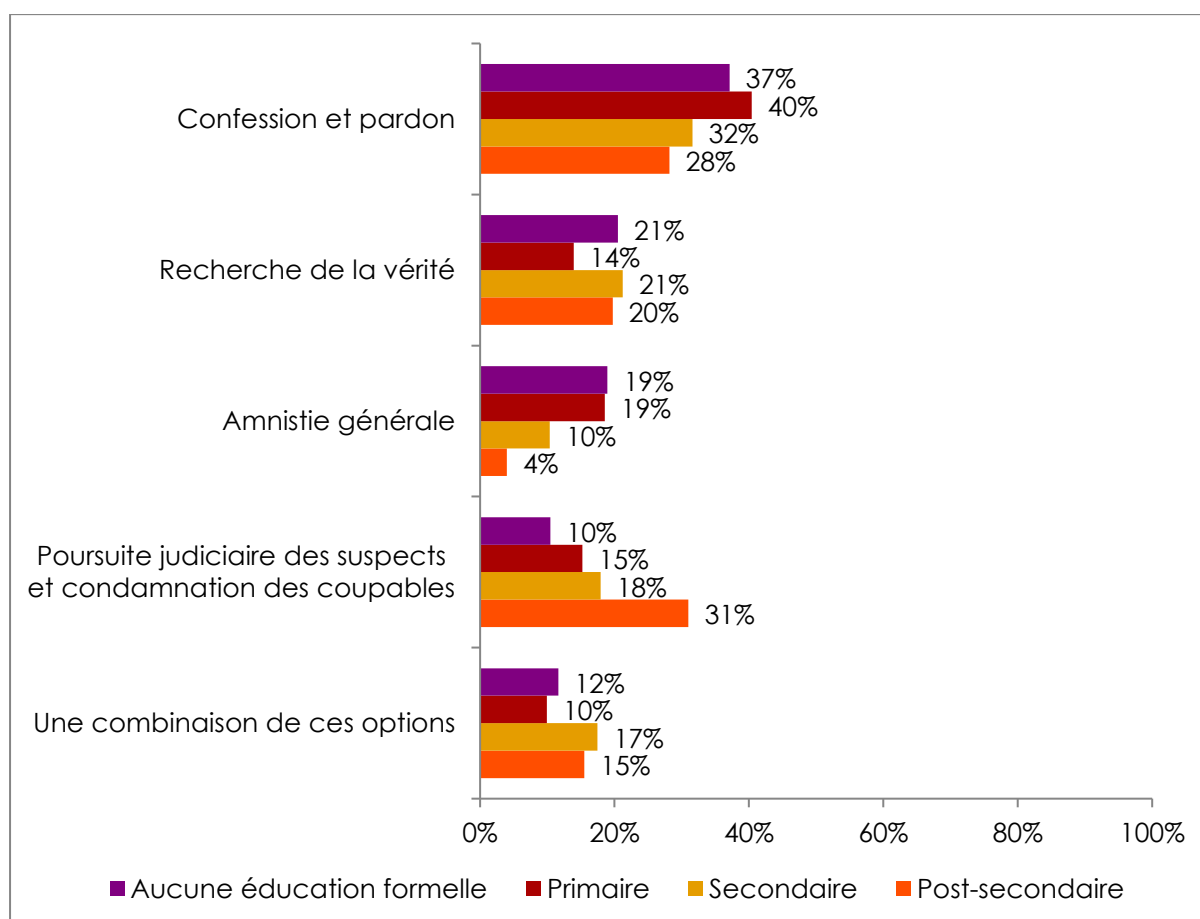
Question posée aux répondants: A votre avis, laquelle des options suivantes est la meilleure pour une paix durable et la réconciliation au Burkina?

On constate donc que les poursuites judiciaires, qui étaient la première option privilégiée par les Burkinabè en 2015, sont devenues deux ans plus tard la dernière des quatre options principales soumises à l'appréciation des Burkinabè. La confession et le pardon, qui étaient la seconde option privilégiée en 2015, est devenue la première option en 2017.

Les répondants les moins instruits sont plus favorables à la confession et au pardon: 37% des répondants sans aucune éducation formelle et 40% de ceux qui ont le niveau primaire choisissent la confession et le pardon. S'agissant des répondants plus instruits, ils sont 32% de ceux ayant le niveau secondaire et 28% de ceux ayant un niveau post-secondaire à choisir la confession et le pardon (Figure 11).

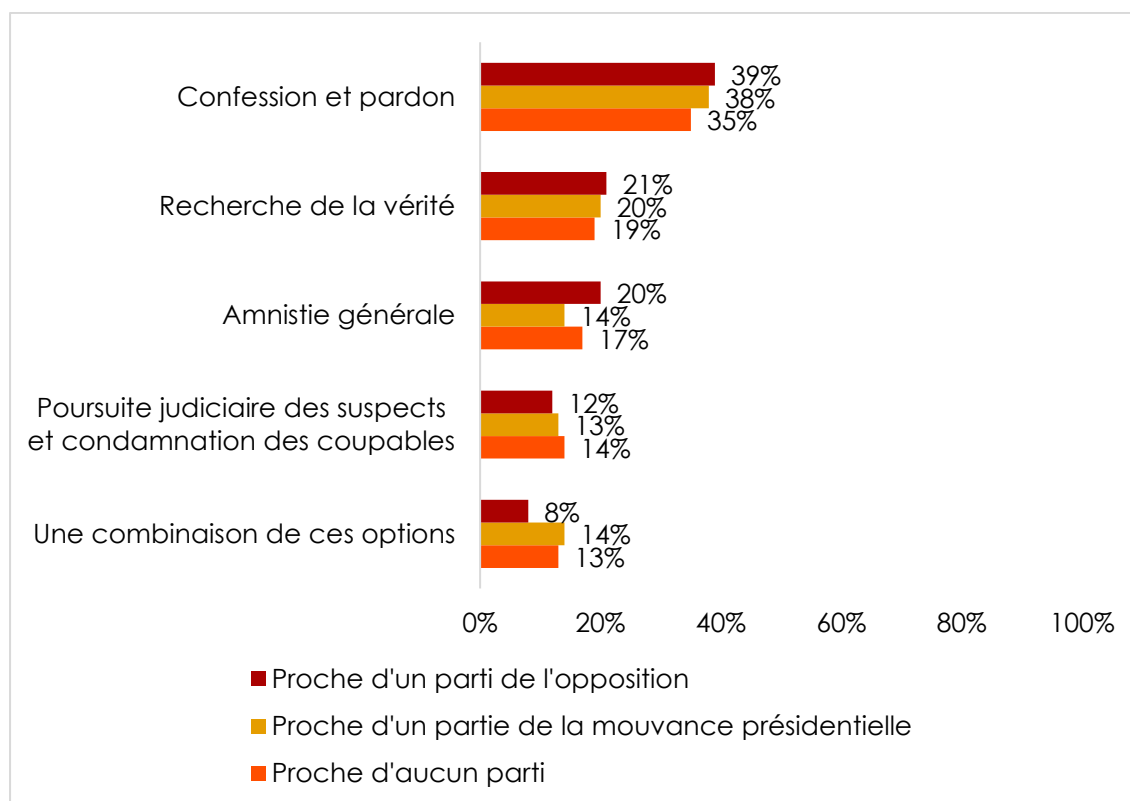
Sur le plan politique, les répondants qui ont déclaré se sentir proches d'un parti de l'opposition d'une part et ceux qui ont déclaré se sentir proches d'un parti de la majorité d'autre part sont favorables à la confession et pardon presque dans les mêmes proportions (Figure 12).

Figure 11: La meilleure option prônée pour une paix durable et la réconciliation nationale | par niveau d'instruction | Burkina Faso | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, laquelle des options suivantes est la meilleure pour une paix durable et la réconciliation au Burkina?

Figure 12: La meilleure option prônée pour une paix durable et la réconciliation nationale | par obédience politique | Burkina Faso | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, laquelle des options suivantes est la meilleure pour une paix durable et la réconciliation au Burkina?

Le retour de Blaise Compaoré au Burkina Faso

Après la chute de son régime suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014, Compaoré est contraint à l'exil. Des poursuites judiciaires ont été lancées contre lui devant la Haute Cour de Justice au même titre que les membres de son dernier gouvernement. En outre, des menaces de poursuites judiciaires pèsent sur lui dans le cadre d'autres affaires comme celle de l'assassinat du Président Thomas Sankara lors du coup d'état qui a porté Compaoré au pouvoir en octobre 1987.

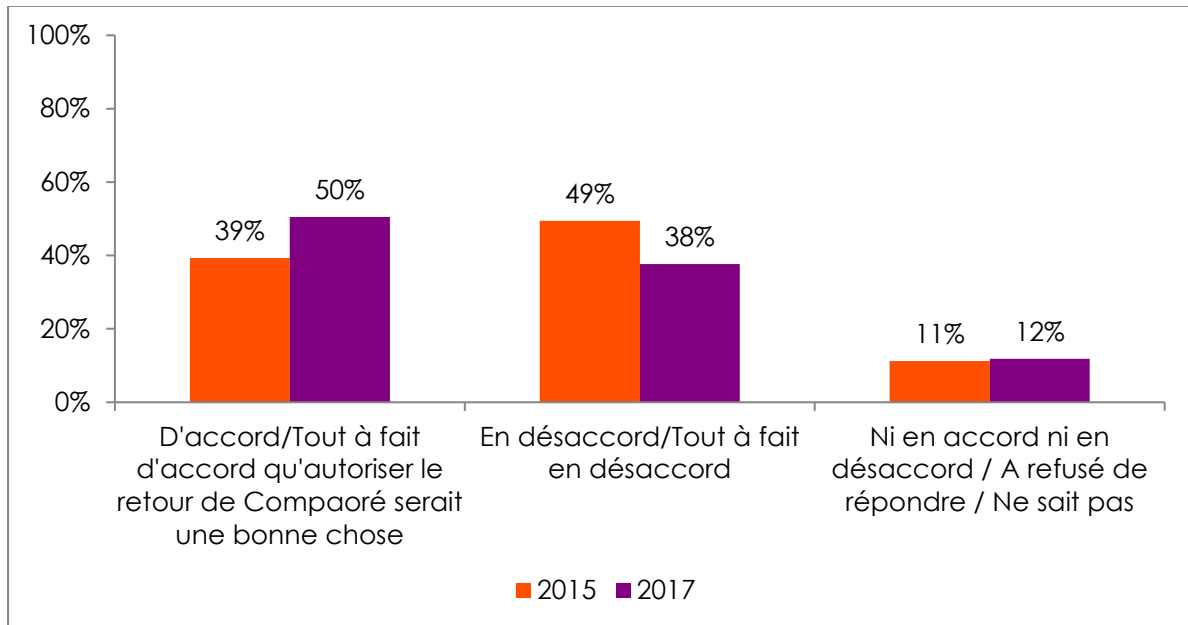
Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, la moitié des Burkinabè (50%), surtout les femmes (53%) et les ruraux (53%), pensent que ce serait une bonne chose que Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné. Environ un tiers (38%) pensent que ce ne serait pas une bonne chose (Figure 13).

Les citoyens, eux, semblent assez partagés, même s'ils sont relativement plus nombreux (46%) à penser que son retour sans crainte d'être emprisonné ne serait pas une bonne chose. Environ quatre citoyens sur 10 (41%) pensent que le retour de l'ancien président serait une bonne chose (Figure 14).

Les répondants qui sont sans éducation formelle sont majoritairement (55%) d'avis que pour la réconciliation nationale ce serait une bonne chose que Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina, tandis que les répondants ayant un niveau post-secondaire sont majoritairement (60%) opposés à ce retour (Figure 15).

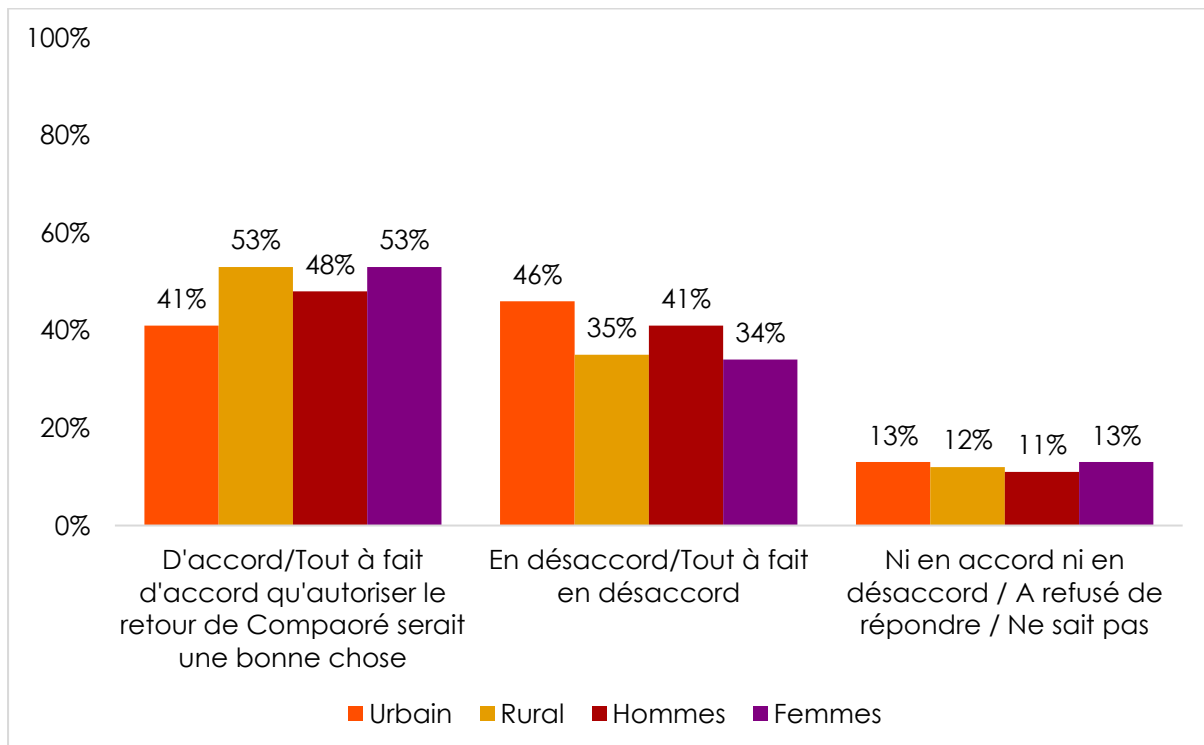
Sur le plan politique, les répondants qui se sentent proches d'un parti de l'opposition (60%) ou qui ne se sentent proches d'aucun parti politique (51%) sont majoritairement favorables à un retour sans crainte. En revanche, moins de la moitié (45%) des répondants proches d'un parti de la majorité sont de cet avis (Figure 16).

Figure 13: Le retour de Compaoré | Burkina Faso | 2015-2017



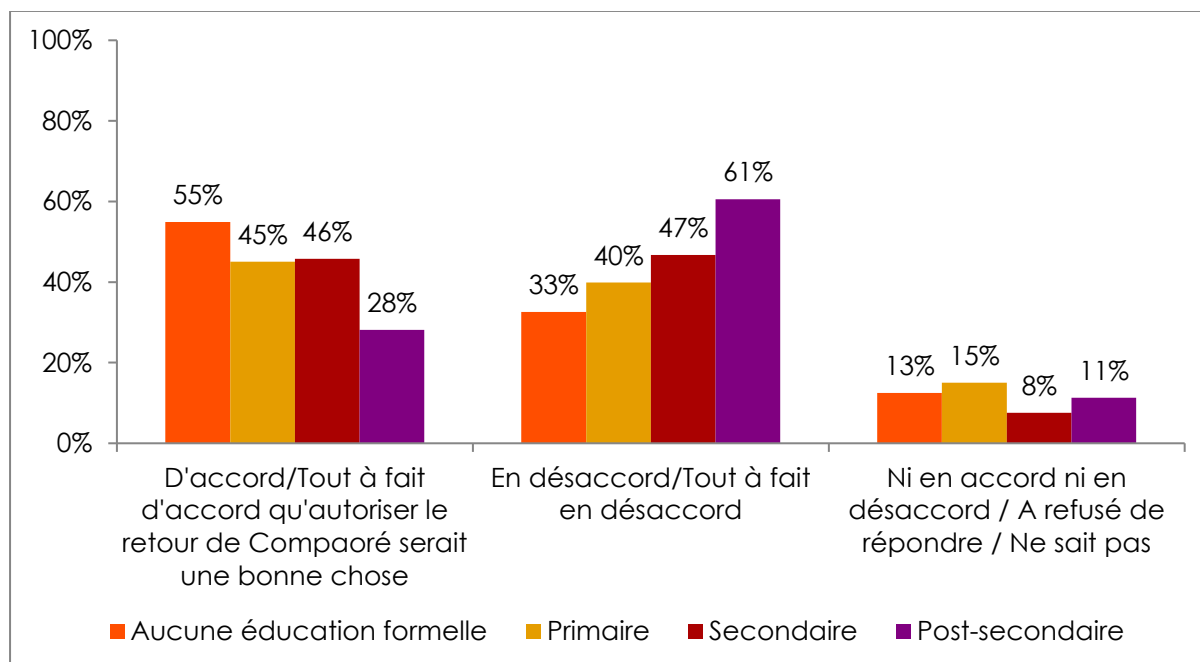
Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, ce serait une bonne chose que Blaise Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné?

Figure 14: Le retour de Compaoré | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2017



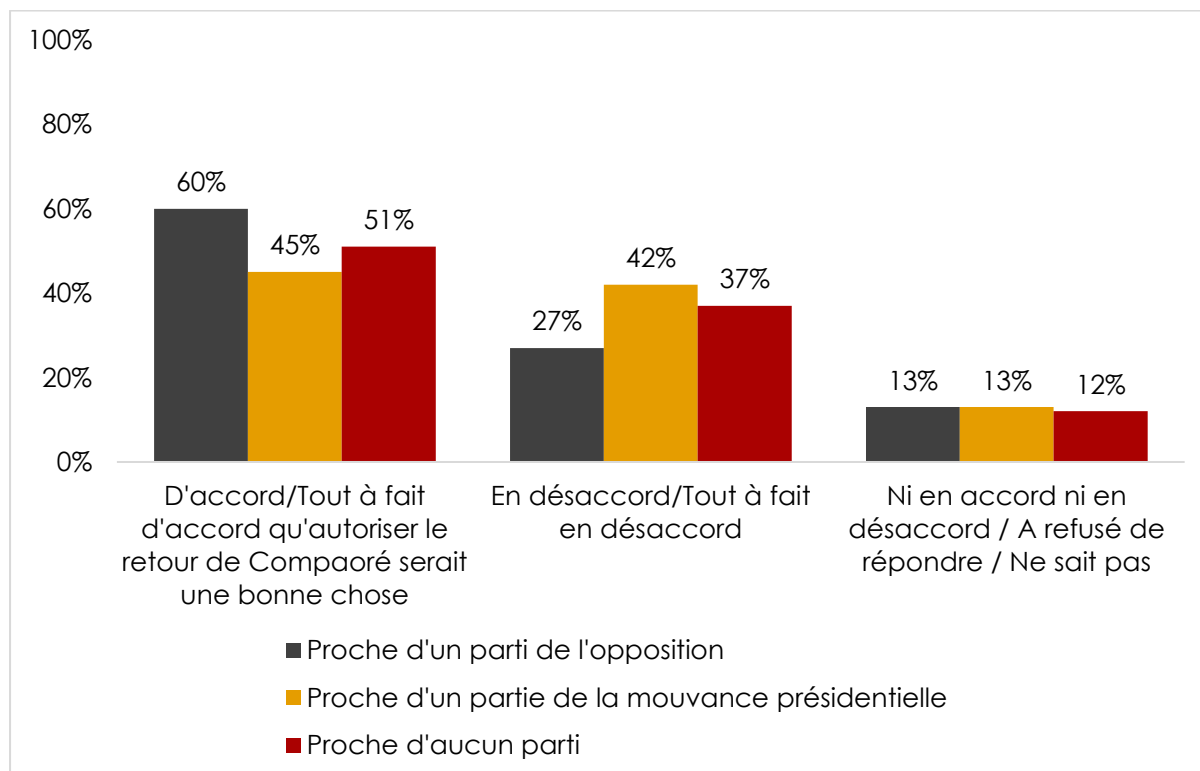
Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, ce serait une bonne chose que Blaise Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné.

Figure 15: Le retour de Compaoré | par niveau d'instruction | Burkina Faso | 2017



Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, ce serait une bonne chose que Blaise Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné.

Figure 16: Le retour de Compaoré | par obédience politique | Burkina Faso | 2017



Question posée aux répondants: Pour chacun des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Dans l'intérêt de la réconciliation nationale, ce serait une bonne chose que Blaise Compaoré soit autorisé à retourner au Burkina sans crainte d'être emprisonné.

Conclusion

Les enquêtes Afrobaromètre réalisées en 2015 et 2017 montrent que les Burkinabè sont de moins en moins nombreux à prôner la manifestation de la vérité et les poursuites judiciaires contre les personnes suspectées de crime et de violation des droits de l'homme au cours de l'insurrection d'octobre 2014. Ils ont tendance en effet à privilégier plutôt l'oubli, l'amnistie, la confession et le pardon pour permettre au pays d'aller de l'avant et se réconcilier avec lui-même. Cette tendance pourrait s'expliquer sans doute par leurs déceptions envers la justice et par leur volonté de tourner la page tumultueuse de l'insurrection pour envisager l'avenir avec plus de sérénité.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Augustin Loada est le président de l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD), partenaire national d'Afrobaromètre au Burkina Faso. Email: aloada@hotmail.com.

Agnès Kaboré est chargée de recherche à l'IGD. Email: kaboreagnes@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 208, Afrobaromètre | 18 mai 2018